Envoyé en préfecture le 18/12/2017 Reçu en préfecture le 18/12/2017 Publié ou notifié le 18/12/2017





COMMUNAUTÉ DE COMMUNES MAREMNE ADOUR CÔTE-SUD SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 2017 À 19 HEURES 30 SALLE LADISLAS DE HOYOS DU PÔLE CULINAIRE DE MACS À SEIGNOSSE

Nombre de conseillers : en exercice: 54 présents: 40

absents représentés: 11

absent: 3

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 2017

L'an deux mille dix-sept, le quatorze du mois de décembre à 19 heures 30, le conseil communautaire de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud dûment convoqué le 6 décembre 2017, s'est réuni en session ordinaire, à la salle « Ladislas de Hoyos » du pôle culinaire de MACS à Seignosse, sous la présidence de Monsieur Pierre FROUSTEY.

Présents:

Mesdames et Messieurs Pierre FROUSTEY, Jean-Claude DAULOUÈDE, Patrick LACLÉDÈRE, Jean-Claude SAUBION, Alain LAVIELLE, Jean-François MONET, Patrick BENOIST, Arnaud PINATEL, Aline MARCHAND, Didier SARCIAT, Francis BETBEDER, Lionel CAMBLANNE, Xavier GAUDIO, Henri ARBEILLE, Delphine BART, Christine BENOIT, Nelly BÉTAILLE, Pascal BRIFFAUD, Pascal CANTAU, Alain CAUNÈGRE, Nicole CHUSSEAU, Eric COUREAU, Fabrice DATCHARRY, Anne-Marie DAUGA, Nathalie DECOUX, Jean-Luc DELPUECH, Michel DESTENAVE, Louis GALDOS, Chantal JOURAVLEFF, Éric KERROUCHE, Francis LAPÉBIE, Michel LAUSSU, Marie-Thérèse LIBIER, Isabelle MAINPIN, Stéphanie MORA-DAUGAREIL, Kelly PERON, Jérôme PETITJEAN, Christine TOULAN ARRONDEAU, Françoise TROCCARD, Jean-Louis VILLENAVE.

Absents représentés :

Mme Frédérique CHARPENEL a donné pouvoir à M. Alain CAUNÈGRE, M. Benoît DARETS a donné pouvoir à M. Francis BETBEDER, Mme Marie APHATIE a donné pouvoir à M. Pascal BRIFFAUD, M. Hervé BOUYRIE est suppléé par M. Bernard MORESMAU, Mme Jacqueline BENOIT-DELBAST a donné pouvoir à M. Jean-Luc DELPUECH, Mme Sylvie DE ARTECHE a donné pouvoir à M. Pascal CANTAU, Mme Valérie GELEDAN a donné pouvoir à M. Lionel CAMBLANNE, Mme Christine JAURY-CHAMALBIDE a donné pouvoir à M. Patrick LACLÉDÈRE, Mme Corine LAFITTE a donné pouvoir à M. Alain LAVIELLE, Mme Patricia MARS-JOLIBERT a donné pouvoir à M. Jean-Claude DAULOUÈDE, M. Michel PENNE a donné pouvoir à M. Pierre FROUSTEY.

Absents: Mme Nathalie CASTETS, Mme Cécile CROCHET, Mme Christine GAYON.

Secrétaire de séance : Mme Françoise TROCCARD

OBJET : AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE COMMUNAUTAIRE - PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE VIEUX-BOUCAU-LES-BAINS - MODIFICATION SIMPLIFIÉE N° 2 - MODALITÉS DE LA MISE À DISPOSITION DU PROJET AU PUBLIC Rapporteur: Monsieur Jean-François MONET

L'application du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Vieux-Boucau-les-Bains depuis l'approbation de la modification simplifiée n° 1 en date du 27 septembre 2016 a révélé la nécessité de rectifier une erreur matérielle concernant les articles 10 et 11 de la zone Uc, relative à la hauteur maximale des constructions le long des limites Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud Séance du 14 décembre 2017 Délibération n° 20171214D05C ID : 040-244000865-20171214-20171214D05C-DE Envoyé en préfecture le 18/12/2017 Reçu en préfecture le 18/12/2017

séparatives et le type de tuiles autorisé. En effet, les 3,5 m de hauteur maximale inscrits dans la modification simplific n° 1 sont discordants avec les 3 m de hauteur maximale fixés dans le dossier de PLU approuvé le 14 mai 2013.

La modification d'un plan local d'urbanisme peut, à l'initiative du Président d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent, être adoptée selon une procédure simplifiée prévue aux articles L 153-45 à L 153-48 du code de l'urbanisme, lorsque la modification ne relève ni du champ d'application de la procédure de droit commun prévue aux articles L 153-41 et suivants du code de l'urbanisme, ni de celui de la procédure de révision.

Le code de l'urbanisme prévoit que le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques et organismes associés, soient mis à la disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Les modalités de la mise à disposition du public doivent être précisées par le conseil communautaire et portées à la connaissance du public.

Dans ce cadre, il est proposé au conseil communautaire de fixer comme suit les modalités de la mise à disposition du projet au public :

- mise à disposition du projet de modification simplifiée n° 2 de la commune de Vieux-Boucau-les-Bains en mairie aux jours et heures d'ouverture au public habituels,
- mise à disposition d'un cahier d'observations en mairie aux jours et heures d'ouverture au public habituels.

Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses article L. 153-45 et suivants ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Vieux-Boucau-les-Bains en date du 15 mai 2013 approuvant le plan local d'urbanisme ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015-790 en date du 24 novembre 2015 approuvant l'extension des compétences de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud à la compétence « PLU, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » ;

VU les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud ;

VU la délibération du conseil communautaire de la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud en date du 27 septembre 2016 approuvant la modification simplifiée n° 1 du PLU de Vieux-Boucau-les-Bains ;

VU l'arrêté de Monsieur le Président en date du 6 décembre 2017 prescrivant la modification simplifiée n° 2 du PLU de la commune de Vieux-Boucau-les-Bains ;

CONSIDÉRANT que le projet porte sur la nécessité de rectifier une erreur matérielle concernant les articles 10 et 11 de la zone Uc, relative à la hauteur maximale des constructions le long des limites séparatives et le type de tuiles autorisé;

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas concerné par les champs d'application prévus à l'article L153-31 du code de l'urbanisme (changement des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ; réduction d'un espace boisé classé, d'une zone agricole ou d'une zone naturelle et forestière ; réduction d'une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milleux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance) ;

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas concerné par les champs d'application prévus à l'article L153-41 du code de l'urbanisme (les modifications envisagées n'auront pas pour conséquences de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, de diminuer ces possibilités de construire, ni de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser);

CONSIDÉRANT que le projet peut, en conséquence, suivre la procédure de modification simplifiée, qui est engagée à l'initiative du Président de la Communauté de communes conformément aux dispositions de l'article L.153-45 du code de l'urbanisme;

CONSIDÉRANT que, la procédure n'intéressant que la commune de Vieux-Boucau-les-Bains, la mise à disposition sera organisée sur le territoire uniquement de cette dernière ;

décide, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

 d'approuver les modalités de mise à disposition du projet au public pendant un mois, soit la mise à disposition du projet de modification simplifiée n° 2 de la commune de Vieux-Boucau-les-Bains en mairie aux jours et Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud Séance du 14 décembre 2017 Délibération n° 20171214D05C ID: 040-244000865-20171214-20171214D05C-DE

Envoyé en préfecture le 18/12/2017

Reçu en préfecture le 18/12/2017

Publié ou notifié le 18/12/2017

heures d'ouverture au public habituels, ainsi que la mise à disposition d'un cahier d'observations en mairie jours et heures d'ouverture au public habituels,

 d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer toute pièce ou document se rapportant à la présente.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication ou de son affichage et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus Pour extrait certifié conforme A Saint Vincent de Tyrosse, le 15 décembre 2017

Le président,